



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-31093>

Département(s) de publication : **976**

Annonce n° **25-31093**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Les Eaux de Mayotte (976)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**L'acheteur est une entité adjudicatrice**

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Concession multiservices des Services Publics d'Eau Potable et d'Assainissement Collectif sur le territoire de Mayotte

**Description** : Le syndicat LEMA exerce actuellement les compétences Eau Potable (EP) et Assainissement Collectif (AC) sur l'ensemble du territoire du département de Mayotte. Ces compétences sont actuellement déléguées, par 2 contrats d'affermage distincts, respectivement : - A la Société Mahoraise des Eaux (SMAE), depuis le 6 mars 2008 et jusqu'au 31 décembre 2026 pour le service public de l'EP ; - A la Société Mahoraise d'Assainissement (SMAA), depuis le 16 mars 2020 et jusqu'au 15 mars 2030 pour le service public de l'AC. La présente consultation a pour objet la passation d'un contrat de concession multiservices pour ces services publics, selon les termes du projet de contrat joint au présent règlement, portant sur le périmètre détaillé dans l'article suivant.

**Identifiant de la procédure** : d80af9e3-0151-4c6b-8285-1967fd09edb1

**Identifiant interne** : 2025-CSP-LEMA

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nature supplémentaire du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 65100000 Distribution d'eau et services connexes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 90410000 Services de collecte des eaux usées

#### 2.1.4 Informations générales

##### Base juridique :

Directive 2014/23/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Paiement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Paiement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Concession multiservices des Services Publics d'Eau Potable et d'Assainissement Collectif sur le territoire de Mayotte

**Description** : Le syndicat LEMA exerce actuellement les compétences Eau Potable (EP) et Assainissement Collectif (AC) sur l'ensemble du territoire du département de Mayotte. Ces compétences sont actuellement déléguées, par 2 contrats d'affermage distincts, respectivement : - A la Société Mahoraise des Eaux (SMAE), depuis le 6 mars 2008 et jusqu'au 31 décembre 2026 pour le service public de l'EP ; - A la Société Mahoraise d'Assainissement (SMAA), depuis le 16 mars 2020 et jusqu'au 15 mars 2030 pour le service public de l'AC. La présente consultation a pour objet la passation d'un contrat de concession multiservices pour ces services publics, selon les termes du projet de contrat joint au présent règlement, portant sur le périmètre détaillé dans l'article suivant.

**Identifiant interne** : 2025-CSP-LEMA

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nature supplémentaire du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 65100000 Distribution d'eau et services connexes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 90410000 Services de collecte des eaux usées

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Territoire de Mayotte

**Ville** : Mayotte

**Code postal** : 97600

**Subdivision pays (NUTS)** : Mayotte ( FRY50 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 12 An

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : non

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom** : Situation propre des opérateurs économiques

**Description** : Lettre de candidature précisant l'identité du candidat ou, le cas échéant, du mandataire du groupement qui précisera le nom, l'identité et le rôle de chaque membre dudit groupement et sa forme. Une déclaration sur l'honneur attestant que : °le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 ; L. 3123-12 et L.

3123-16 à L. 3123-6-1 du CCP, notamment : -infractions prévues au Code pénal - manquement aux obligations fiscales et sociales, -situation de redressement sans bénéfice d'un plan de redressement ou sans justification de l'habilitation à poursuivre ses activités durant la période prévisible d'exécution du contrat, - situations de liquidation judiciaire, de faillite ou d'interdiction de gérer, non-respect du code du travail (travailleurs non déclarés, discriminations, etc.), - condamnation à une exclusion des contrats de la commande publique. °le candidat est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. °les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes sont exacts

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Situation propre des opérateurs économiques

**Description :** Éléments juridiques relatifs à la structure du candidat : forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux, activités principales et accessoires, principaux établissements et filiales. Justificatif de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait K-Bis ou document d'effet équivalent) ou autre registre professionnel, ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les opérateurs ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** -Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires particulier aux domaines d'activité faisant l'objet des contrats, portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles et toutes pièces permettant d'apprécier les garanties professionnelles, ainsi que l'aptitude à assurer la continuité du service public de l'eau potable et assainissement collectif, et garantir l'égalité des usagers. -Bilans concernant les trois (3) dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. -Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet et, le cas échéant, de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée d'exploitation prévisible de la concession.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** -Les certificats et attestations de qualifications professionnelles. -Les attestations d'assurances en cours de validité pour risques professionnels. - Références pertinentes et vérifiables de moins de trois (3) ans du candidat en matière d'exploitation et de service public d'eau potable et assainissement collectif aux caractéristiques similaires à celui des services objets de la présente consultation ; -Toutes pièces permettant d'apprécier les garanties professionnelles ainsi que l'aptitude à assurer la continuité du service public d'eau potable et assainissement collectif et de garantir l'égalité des usagers.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** •Critère 1 – Valeur technique ; •Critère 2 – Qualité du service rendu à l'utilisateur ; •Critère 3 – Aspects financiers ; •Critère 4 – Aspects environnementaux  
Chacun de ces critères sera apprécié au regard des éléments cités à l'article 13.2 du règlement de la consultation.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-securises.fr/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Date limite de réception des offres :** 20/06/2025 à 12:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Pas encore connu

**Conditions relatives à l'exécution du contrat :** Voir les documents du marché

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Les recours ouverts aux candidats sont les suivants : -Avant la signature, le référé précontractuel (articles L. 551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; -Après la signature du contrat, le référé contractuel, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six (6) mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci, uniquement dans les conditions décrites aux articles L. 551-13 à 23 du même code ; -Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité ou d'information concernant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation, dans le respect des secrets protégés par la loi.

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** Service de gestion comptable (SGC)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Les Eaux de Mayotte (976)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Les Eaux de Mayotte (976)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Mayotte

**Organisation qui traite les offres :** Les Eaux de Mayotte (976)

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Les Eaux de Mayotte (976)

**Numéro d'enregistrement :** 20009346600015

**Adresse postale :** ZI KAWENI BP 289

**Ville :** Mamoudzou

**Code postal :** 97600

**Subdivision pays (NUTS) :** Mayotte ( FRY50 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** inaya.ahamada@eauxdemayotte.yt

**Téléphone :** +33 269621111

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Mayotte

**Numéro d'enregistrement :** 130005036

**Adresse postale :** Les Hauts du Jardin du Collège

**Ville :** Mamoudzou

**Code postal :** 97600

**Subdivision pays (NUTS) :** Mayotte ( FRY50 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-mayotte@juradm.fr

**Téléphone :** +33 026961185

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0004

**Nom officiel :** Service de gestion comptable (SGC)

**Numéro d'enregistrement :** 1300177379

**Adresse postale :** Kaweni Rond-point El-Farouk

**Ville :** MAMOUDZOU

**Code postal :** 97600

**Subdivision pays (NUTS) :** Mayotte ( FRY50 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** sgc.mayotte@dgfip.finances.gouv.fr

**Téléphone :** +33 026964863

**Adresse internet :** <https://www.impots.gouv.fr/accueil>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** b1eb8010-ea4b-417d-b600-84f7e1d73f79 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 19/03/2025 à 13:45

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 19/03/2025